

Convention collective

**IDCC : 9651. – EXPLOITATIONS AGRICOLES DE POLYCULTURE,
D'ÉLEVAGE, DE VITICULTURE, CHAMPIGNONNIÈRES,
CUMA, ENTREPRISES DE TRAVAUX AGRICOLES
ET RURAUX, MARAÎCHERS
ET PRODUCTEURS LÉGUMIERS
(Hautes-Pyrénées)
(6 juillet 1972)**

(Etendue par arrêté du 20 février 1973,
Journal officiel du 17 mars 1973)

AVENANT N° 96 DU 8 DÉCEMBRE 2015

RELATIF AUX SALAIRES MINIMAUX

NOR : AGRS1697036M

IDCC : 9651

Entre :

La FDSEA des Hautes-Pyrénées ;

La FDCUMA des Hautes-Pyrénées ;

Le syndicat départemental des entrepreneurs des territoires,

D'une part, et

La fédération départementale de l'agriculture CFDT ;

La fédération départementale de l'agriculture CFTC-Agri ;

La fédération départementale des cadres CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

L'article 28 « Rémunération » est remplacé par les dispositions suivantes :

« Article 28

Rémunération

Ouvriers et employés

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	SALAIRE HORAIRE	SALAIRE MENSUEL (151,67 heures)
I	1	9,61	1 457,55
	2	10,04	1 522,68

NIVEAU	ÉCHELON	SALAIRE HORAIRE	SALAIRE MENSUEL (151,67 heures)
II	1	10,12	1 534,93
	2	10,16	1 541,06
III	1	10,40	1 577,82
	2	10,71	1 623,78
IV	1	11,06	1 677,39
	2	11,37	1 724,88

Techniciens et agents de maîtrise

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	SALAIRE HORAIRE	SALAIRE MENSUEL (151,67 heures)
I Technicien	1	11,56	1 753,99
	2	11,77	1 784,63
I Agent de maîtrise	2	12,04	1 825,99
II Technicien	–	12,19	1 848,96
II Agent de maîtrise	–	12,60	1 911,77

Cadres

(En euros.)

NIVEAU	SALAIRE HORAIRE	SALAIRE MENSUEL (151,67 heures)
I	13,02	1 974,58
II	14,07	2 133,89

Gardiens de troupeaux en estive

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	SALAIRE HORAIRE	SALAIRE MENSUEL (*)
I	–	9,61	1 821,85
II	1	10,12	1 918,64
	2	10,16	1 926,29
III	1	10,71	2 029,64
	2	10,84	2 054,70
IV	–	11,42	2 165,39

(*) Convention de forfait comprenant 35 heures payées au taux normal et 7 heures payées à 125 %.

L'ensemble des éléments de rémunération ne pourra être inférieur au Smic correspondant au travail effectué. »

Article 2

Les parties contractantes demandent que les dispositions du présent avenant soient étendues à tous les employeurs et salariés compris dans le champ d'application de la convention collective et que celles-ci soient applicables le premier jour du mois qui suivra la publication de l'arrêté d'extension au *Journal officiel*.

Fait à Tarbes, le 8 décembre 2015.

(Suivent les signatures.)